

## Le Ghana, pionnier des “programmes intelligents” de subvention aux intrants

En 2008, le Ghana a relancé ses programmes de subventions aux intrants qu’il conçoit comme des outils de développement des chaînes de valeur agricoles. Les programmes servent en priorité les petits exploitants et les cultures vivrières. Malgré des ajustements pour améliorer l’efficacité de ces subventions, plusieurs éléments interrogent leur impact.

À l’instar de la majorité des États de l’Afrique de l’Ouest, le Ghana a engagé de longue date des programmes de subventions aux intrants agricoles. En facilitant l’accès des petits producteurs à des intrants de qualité à des prix abordables, le gouvernement veut stimuler la production et la productivité agricole.

### 10 ans de politique de subventions aux intrants

Suite à la montée des cours mondiaux des engrais et à la Déclaration d’Abuja de 2006 engageant les États de l’Union Africaine à multiplier par six l’usage des engrais à l’horizon 2015, le Ghana a relancé ses programmes

de subventions en 2008. Absorbant 10 à 13 % du budget du Ministère de l’Agriculture et de l’Alimentation (MoFA), cet effort permit de passer de 43200 tonnes d’engrais subventionnés en 2008 à 176000 tonnes en 2011. À partir de 2013, les semences de maïs, de riz et de soja furent ajoutées aux cultures initiales prioritaires (céréales, légumineuses, maraîchage). Depuis 2016, le gouvernement a axé son intervention sur la modernisation de l’agriculture avec deux programmes phares, le “Planting for Food and Jobs” (PFJ), et le “One District One Factory” dotés d’un budget de près de 100 millions de US\$ en 2017. Les agriculteurs reçoivent suffisamment d’engrais pour cultiver deux hectares de terre à

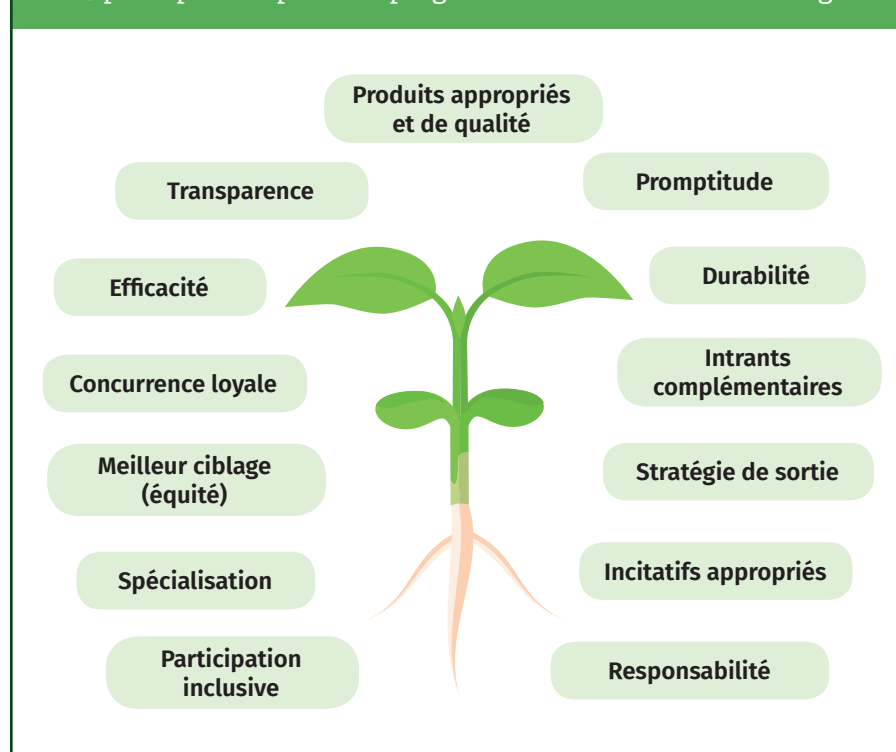
**800 000 EMPLOIS ONT ÉTÉ CRÉÉS DEPUIS LA MISE EN ŒUVRE DU PJF**

un taux de subvention de 50 %. La dotation individuelle maximale en engrais est fixée à 15 sacs de 50 kg, dont deux tiers d’engrais de fond (NPK) et le reste d’engrais de couverture (urée). Les subventions incluses dans ces programmes sont conçues comme des outils de développement des chaînes de valeur agricoles. En effet, le PFJ subventionne aussi des services de vulgarisation, des aides à la transformation, à la commercialisation et appuie le développement de l’e-agriculture.

### Un impact multiforme

Le ministère a relevé en 2018 une stabilisation des prix des produits vivriers, une réduction des importations de maïs, et une hausse des exportations de produits vivriers vers les pays voisins. La productivité des cultures a fortement augmenté avec une hausse de productivité du maïs de 86 % par rapport à 2016, par exemple. Près de 800000 emplois ont été créés depuis la mise en œuvre du PFJ, dont 90 % dans la production agricole, plus de 18000 dans la fourniture d’intrants et plus de 12000 dans les services de vulgarisation. Mais tout n’est pas parfait. La différence importante entre le prix du marché des engrais au Ghana et celui des pays voisins encourage la contrebande. Les petits producteurs éligibles au programme ont du mal à payer à la livraison la partie non subventionnée des engrais, cet achat se faisant en période de soudure quand les agriculteurs manquent de réserves financières. Les paiements des

### Les 13 principes clés pour des programmes de subventions intelligents



Source : IFDC, USAID West African Fertilizer Program (WAFF)

fournisseurs par l'État et la distribution des engrais sont retardés par des lourdeurs administratives. La conjugaison de ces problèmes propres au programme avec des facteurs exogènes tels que la disponibilité insuffisante de semences améliorées et les invasions de chenilles légionnaires ont également eu des répercussions négatives sur la production et limité les bénéfices pour les petits producteurs.

## Mieux cibler les petits producteurs

En 2020, ce sont plus de 1 200 000 petits producteurs qui bénéficieront du programme de subvention sur les engrais et les semences. De nouvelles cultures telles que les tubercules ont été progressivement incluses dans le PFJ couvrant ainsi la plupart des cultures vivrières pratiquées dans le pays. Néanmoins, le chantier du ciblage des producteurs reste ouvert. Plusieurs pilotes ont été réalisés ces trois dernières années pour constituer une base de données des bénéficiaires du PFJ. Il s'agit de mieux caractériser les exploitations agricoles, les intrants et les services reçus et de mieux évaluer l'impact du programme sur la production agricole et les revenus. Le déploiement d'une telle base de données permettrait au MoFA d'envisager dans le moyen terme une transition vers une subvention à la demande basée sur les besoins exprimés par les producteurs en remplacement du soutien à l'offre pratiqué actuellement. Le gouvernement réaliserait des économies substantielles, la contrebande serait minimisée, les

investissements du secteur privé seraient facilités et les engrais et services fournis aux petits producteurs plus personnalisés. Le Programme National de Développement des Engrais (GFEP) mis en œuvre depuis 2019 prévoit une transition complète vers ce modèle à l'horizon 2022.

## Adapter les types d'engrais

Sur la base d'une cartographie des sols, l'Institut de Recherche sur les Sols (Soil Research Institute, SRI) a mis au point de nouvelles recommandations de fertilisation, spécifiques aux cultures prioritaires du PFJ, aux zones agroécologiques et aux sols des différentes régions du pays. 6 nouvelles formules d' "engrais équilibrés" contenant les éléments nutritifs principaux mais aussi des micronutriments (zinc ou bore) ont été validées et incluses dans l'appel d'offres du PFJ pour la campagne 2019/2020. Le but est d'encourager les petits producteurs à adopter plus rapidement de nouvelles technologies et itinéraires techniques capables d'augmenter significativement leurs revenus. Le gouvernement espère ainsi atteindre plus rapidement un taux d'adoption de 30 % de l'utilisation des engrais et des semences améliorées avant de réduire voire de supprimer son programme de subvention. Cette politique volontariste a encouragé certains fournisseurs d'engrais à investir dans de nouvelles unités de mélange d'engrais, capables de produire des engrais "à la carte". Avec 5 unités de production de mélange

dans le Grand Accra et le port de Tema, l'industrie ghanéenne a les capacités logistiques et techniques pour approvisionner en engrais de mélange de qualité l'ensemble du marché domestique - le PFJ mais aussi les engrais cacao distribués par le COCOBOD qui représentent ensemble environ 80 % du marché. Le MoFA équipé de nouveaux laboratoires assure un contrôle de la qualité des engrais tout au long de la chaîne de distribution, conformément à la réglementation régionale.

## Améliorer le cadre réglementaire

La loi nationale sur les engrais de 2016 et une mise en œuvre progressive des treize principes directeurs pour des programmes de subvention intelligents développés par IFDC conduiront à une utilisation plus efficace et raisonnée des intrants agricole. Ces principes, que la CEDEAO entend édicter comme directive régionale, sont progressivement appliqués dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, dont le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal. Cela contribuera à l'amélioration de la production agricole et de la sécurité alimentaire, et in fine à la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest. ■

### EN SAVOIR PLUS :

Feed The Future, Guide programme subventions engrais en Afrique de l'Ouest  
<https://africafertilizer.org/fr/blog-post/west-africa-fertilizer-subsidy-program-guide/>

### Patrice Annequin

est le spécialiste du secteur privé des engrais pour le projet ENGRAIS (Feed the Future Enhancing Growth through Regional Agricultural Input Systems) pour l'Afrique de l'Ouest, projet mis en œuvre par l'IFDC.

### Kido Kouassi

est le coordinateur sous-régional du projet ENGRAIS

### Michael Owusu

est chargé de mission principal ENGRAIS auprès de la Direction des services des cultures du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana.



De gauche à droite, les membres de l'équipe impliquée sur le projet : Michael Owusu, Patrice Annequin, Seth Osei-Akoto, Kido Kouassi, Phred Gyasi.

Patrice Annequin, IFDC